

Fiche des constatations effectuées lors d'une visite d'inspection

DREAL Bourgogne

Unité territoriale : Saône-et-Loire	Subdivision : 71C
Noms des inspecteurs : Rémi MORGE accompagné de Sophie OLEJNICZAK Date de la lettre d'annonce de l'inspection : 02/11/2010 Date de l'inspection : 16/11/2010 Type d'inspection : <input checked="" type="checkbox"/> approfondie ou <input type="checkbox"/> courante ou <input type="checkbox"/> ponctuelle <input type="checkbox"/> inopinée ou <input checked="" type="checkbox"/> annoncée <input checked="" type="checkbox"/> planifiée ou <input type="checkbox"/> circonstancielle	
motif de la planification : Plan de contrôle des installations classées	
Société : Société THERMODYN Commune : Le Creusot Activité : Fabrication de compresseurs	AUTORISATION Priorité : à enjeux
Liste des installations inspectées : Plateforme d'essai extérieure – Banc d'essai des compresseurs - Chaufferie Thème : Prévention des pollutions accidentelles - Sécurité Référentiel de l'inspection : Arrêtés préfectoraux du 21/12/95 et du 30/10/90 - AM du 02/04/02 (Halons) - AM du 30/07/03 (combustion) - AM du 13/12/04 (TAR)	
Liste des noms et qualités des personnes rencontrées sur le site lors de l'inspection : M. Fontaine - Responsable HSE ; M. Forest - Responsable HSE ; M. Torres - Coordinateur HS ; M. Kamara - Chargé étude eau ; M. Patin - Véolia Water STI ; M. Vernizeau - Dalkia (en charge TAR) ; M. Stanio - responsable Plateforme d'essai ; M. Guillot - Dalkia (en charge Chaufferie)	
Principales constatations effectuées, principaux constats d'écarts par rapport au référentiel d'inspection : L'établissement fabrique des compresseurs pour l'industrie et emploie environ 700 personnes dont une centaine de personnes en sous-traitance. Le classement de l'établissement a évolué en raison essentiellement des modification de nomenclature. Les changements d'activité dans l'établissement affectant le classement consistent en la suppression de l'emploi de substances radioactives (mise en sous-traitance) et du stockage bois. Un dossier, remis par l'exploitant à l'inspection en mars 2010, fait un point sur le nouveau classement et met à jour les études d'impacts et de dangers. Ce dossier conduira à une mise à jour de l'arrêté préfectoral après examen par l'inspection. Globalement, les installations sont bien exploitées. L'inspection a mis en évidence quelques écarts qui peuvent faire l'objet d'actions correctives rapidement. Ces points sont détaillés ci-après.	
Suites de l'inspection du 30 mai 2007 - Art. 3.4 (AP 95) et art 3.8 (AP 90) : Confinement du site en cas d'accident Pour le confinement en cas d'incendie, l'établissement dispose d'obturateurs d'égout (coussin) et il est envisagé de mettre en place dans le réseau d'eau pluviale trois dispositifs d'obturation par ballons gonflables. Il est demandé à l'exploitant de mettre effectivement en place les trois dispositifs d'obturation et de transmettre les justificatifs de la bonne réalisation des travaux à l'inspection des installations classées. - Art. 4.1 et 4.2 : Surveillance des rejet de composés cadmiés Suite à la remarque de l'inspection, une mesure de l'ambiance de travail a été faite au poste de meulage après soudure. Il est demandé à l'exploitant de faire réaliser également une mesure des rejets à l'atmosphère. - AM du 13/12/04 : Tour aéroréfrigérante Les fiches de résultat des analyses légionelle ne font pas toujours référence au point de prélèvement, l'exploitant veillera à ce que soit mentionné correctement le point de prélèvement sur les fiches de résultats des analyses.	

Les eaux de la tour doivent faire l'objet de contrôles avant rejet dans le réseau d'eaux usées conformément au point 6 du titre III de l'arrêté ministériel du 13/12/04. L'exploitant devra s'assurer que ces contrôles sont bien effectués par l'entreprise sous-traitante et que les rejets respectent les normes fixées.

Prévention des pollutions accidentelles

La citerne de fuel sur le site, utilisée pour approvisionnement de chariots élévateurs, serait désaffectée. Il est demandé à l'exploitant de supprimer ce stockage s'il est devenu inutile.

Sécurité

- AP 95 - art 7.2.3 - Équipement de lutte contre l'incendie

L'établissement comporte 4 poteaux incendie. Ces équipements sont vérifiés tous les ans. Il dispose également d'une bouche incendie au niveau du sol. Il est demandé à l'exploitant de s'assurer que cette bouche est également vérifiée et qu'elle permet effectivement le branchement d'une lance incendie.

- AP 95 - 7.3.2.3 - Zones à atmosphère explosive

L'exploitant veillera à fournir les plans des zones ATEX à l'organisme de contrôle des installations électriques.

- AP 95 7.3.3 - Emploi d'outillage générateur de point chaud

Dans le cadre des recommandations concernant les permis de feu, il est demandé de mieux formaliser la surveillance après travaux notamment dans certaines circonstances : travaux dans des zones peu fréquentées, travaux effectués juste avant l'arrêt hebdomadaire.

- 7.3.5 - Registre de contrôle sécurité

L'exploitant devra mettre en cohérence le registre informatique et le registre papier.

- AM du 30/07/03 - Installations de combustion

Les accès extérieurs à la chaufferie et l'accès au dispositif de coupure de gaz, encombrés par divers matériels, devront être maintenus dégagés.

Suites envisagées :

Lettre à l'exploitant

Liste des documents établis suite à la visite :

Transmission au Préfet ; Tableau des constats ; Lettre à l'exploitant

Dijon, le 22 novembre 2010

L'inspecteur des installations classées,



Rémi MORGE

L'inspecteur des installations classées,



Sophie OLEJNICZAK